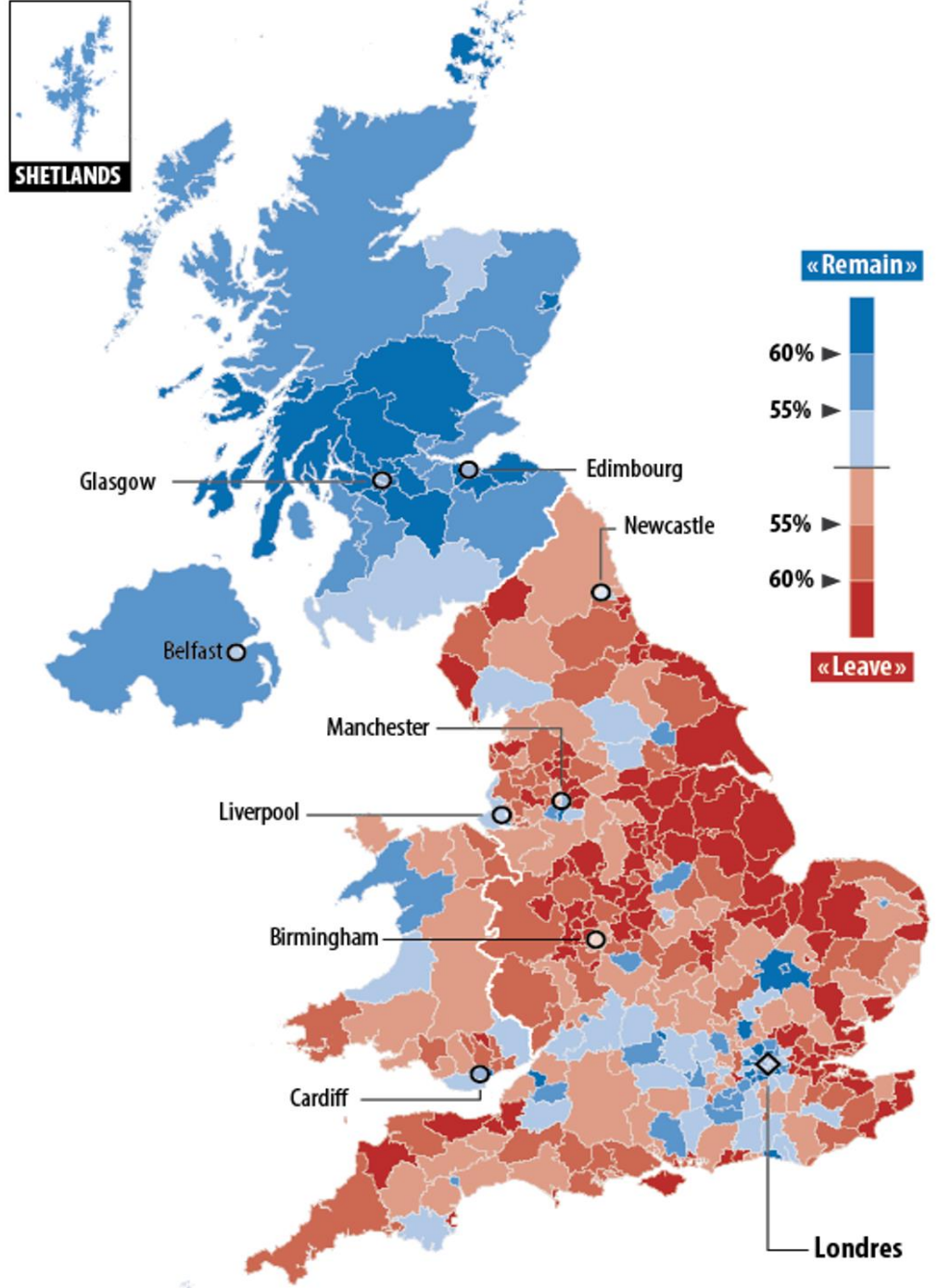


Hard Brexit ou Soft Brexit?

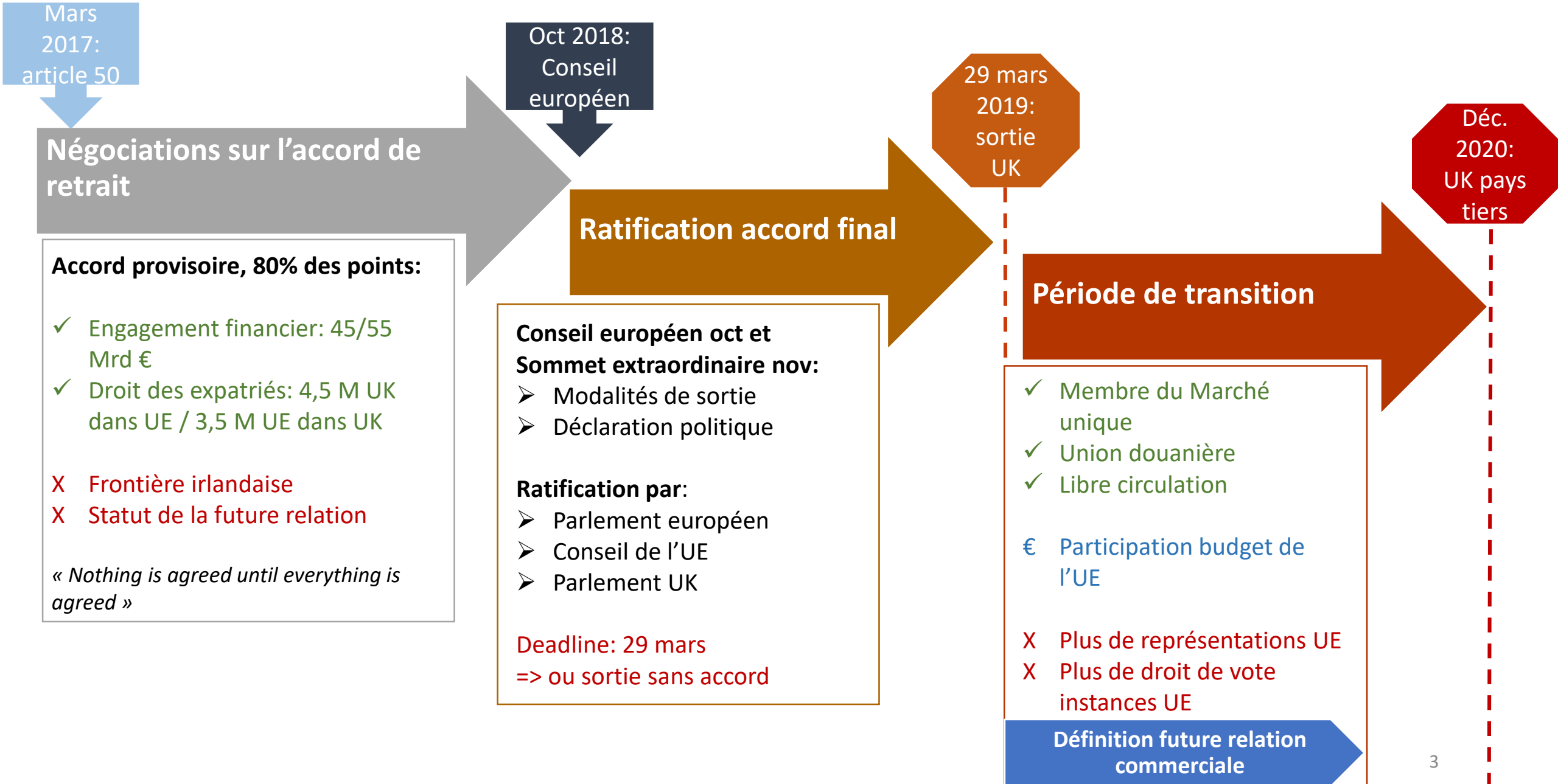
Philippe JUVIN

Université d'automne du Mouvement européen

Samedi 13 octobre 2018



CALENDRIER



Négociations sur l'accord de retrait

Accord provisoire, 80% des points:

- ✓ Engagement financier: 45/55 Mrd €
- ✓ Droit des expatriés: 4,5 M UK dans UE / 3,5 M UE dans UK

- X Frontière irlandaise
- X Statut de la future relation

« Nothing is agreed until everything is agreed »

Oct 2018:
Conseil
européen

Ratification accord final

Conseil européen oct et Sommet extraordinaire nov:

- Modalités de sortie
- Déclaration politique

Ratification par:

- Parlement européen
- Conseil de l'UE
- Parlement UK

Deadline: 29 mars
=> ou sortie sans accord

29 mars
2019:
sortie
UK

Période de transition

- ✓ Membre du Marché unique
- ✓ Union douanière
- ✓ Libre circulation



€ Participation budget de l'UE

- X Plus de représentations UE
- X Plus de droit de vote instances UE

Définition future relation commerciale

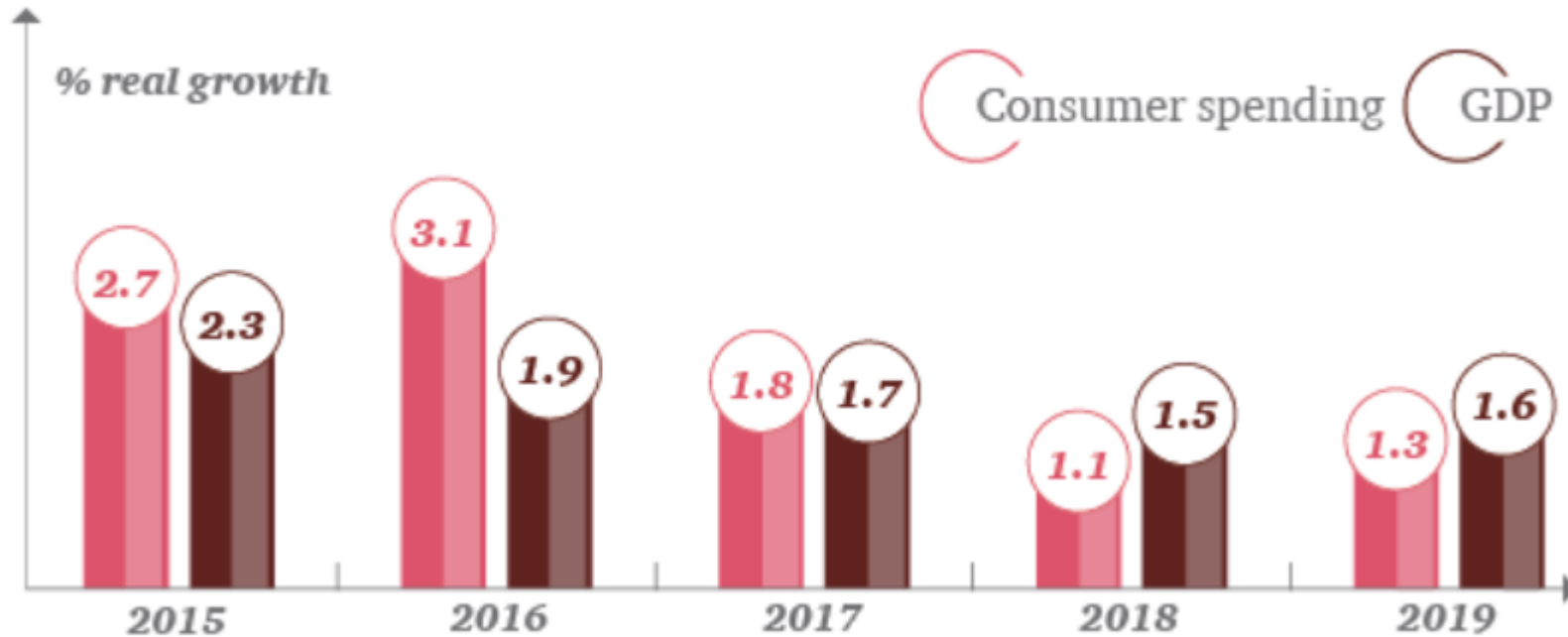
Déc.
2020:
UK pays
tiers

Conséquences sur l'économie britannique

- PIB UK le plus  du G7 en 2013, maintenant le plus 
- Inflation +3% en 1 an
- Dévaluation de la Livre : 20%
- Perte d'emplois : 950.000 (2020)
- Pouvoir d'achat

Prévisions économiques post-Brexit

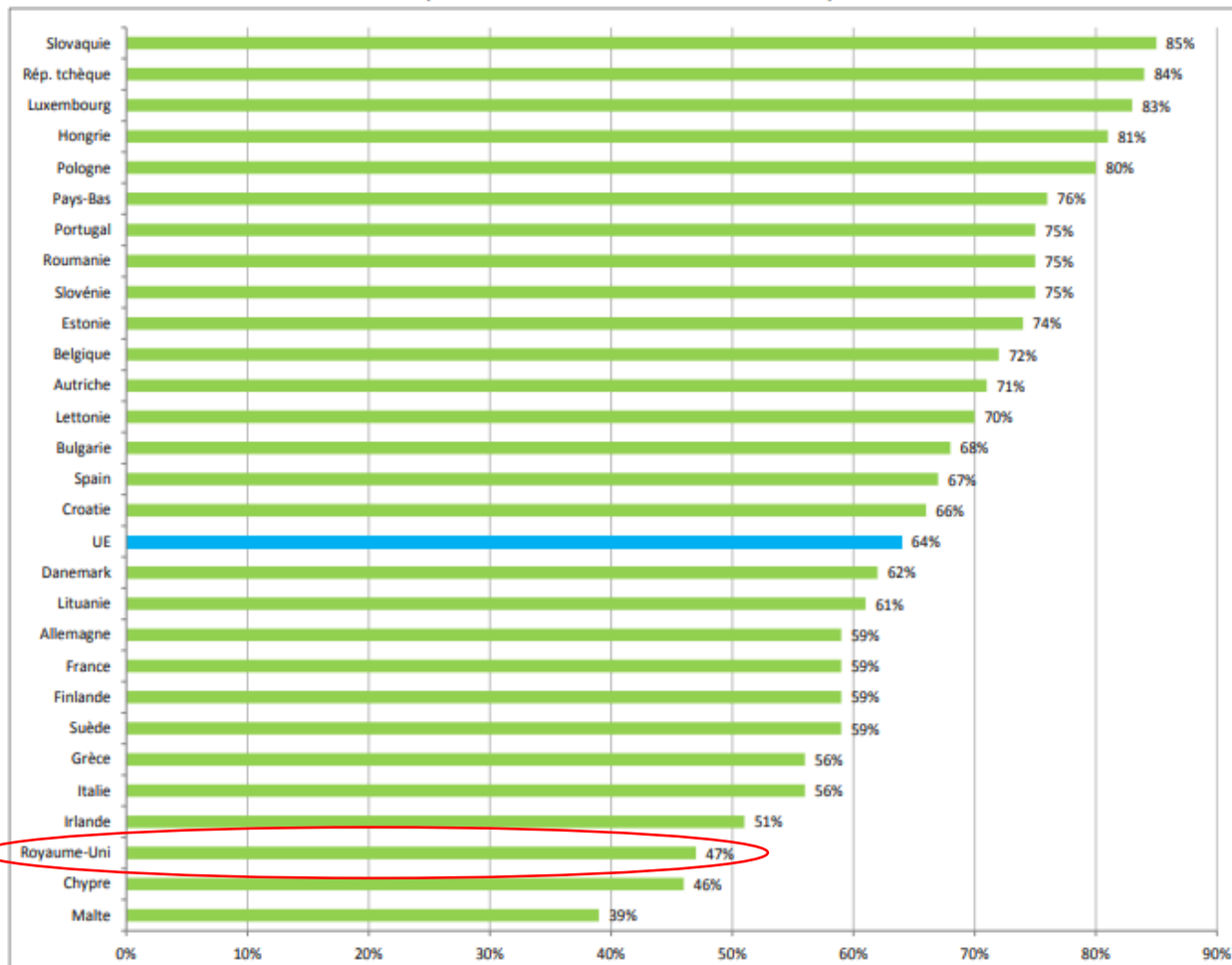
Consumer spending boosted UK GDP growth in 2015-16, but we expect it to be a drag on growth in 2018-19



Source: ONS for 2015-17, PwC main scenario for 2018-19

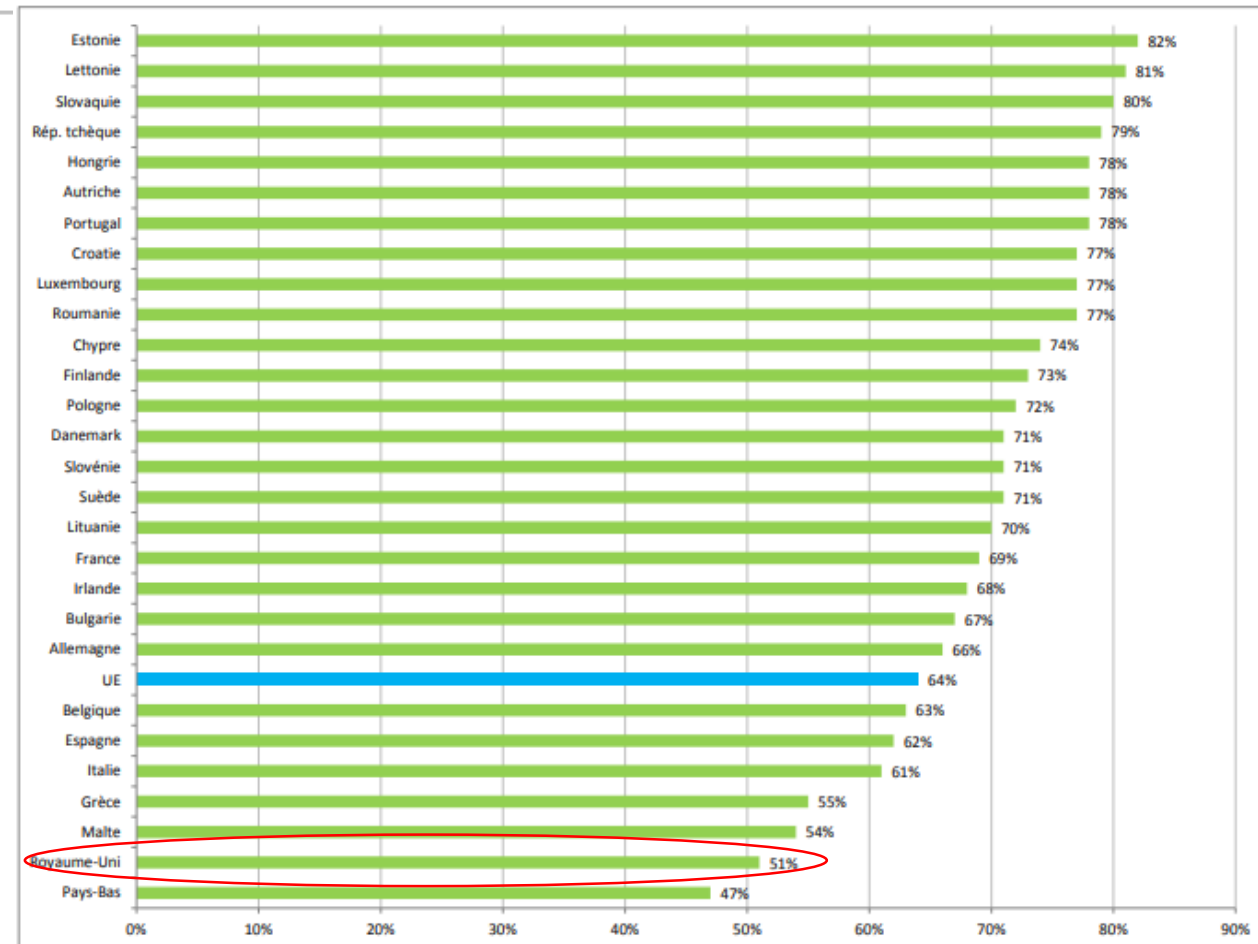
Conséquences pour les échanges commerciaux

Part des exportations intra UE



Les données sources sont consultables [ici](#).

Part des importations intra UE



Les données sources sont consultables [ici](#).

Etat des négociations

1- La contribution économique

2- L'Irlande : accord du Vendredi saint : 130 accords

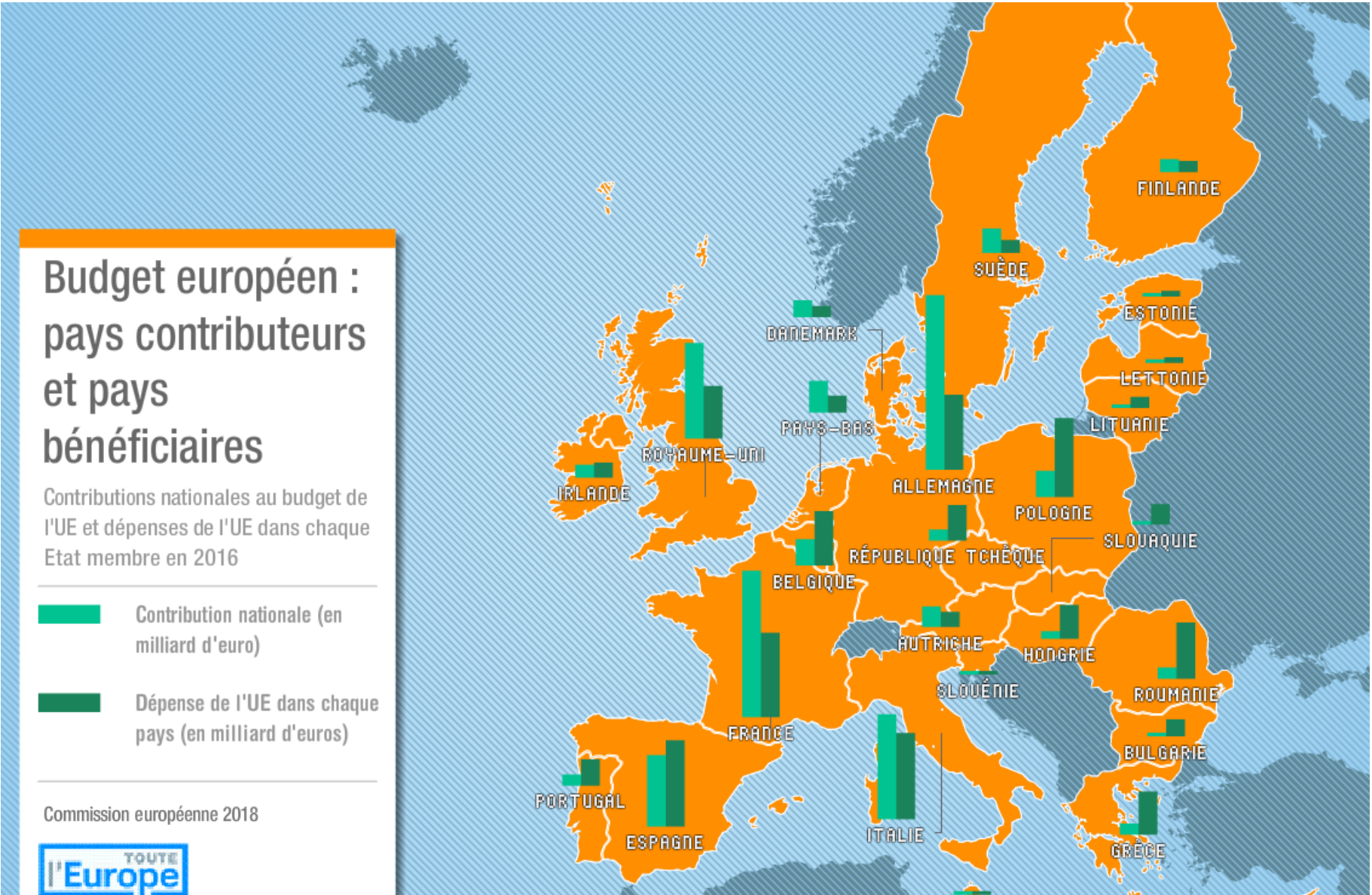
3- Le droit des citoyens

- 4,5 M UK dans UE
- 3,5 M UE dans UK
- Retraites, allocations, mariage, diplômes
- CJUE

4- Multiples sujets :

- EURATOM
- Statut des biens
- Ciel unique
- 750 accords commerciaux

Participation au budget de l'UE



Contribution
UK => UE
par an:
13 Mrd €

Crédits
UE => UK
par an:
7 Mrd €

(2016)

La contribution britannique

Le budget de l'Union européenne en 2016: **155 milliards d'euros**

Les pays contributeurs net:

Allemagne: -12,9 Mrd €

France: -8,2 Mrd €

Royaume-Uni: -5,6 Mrd €

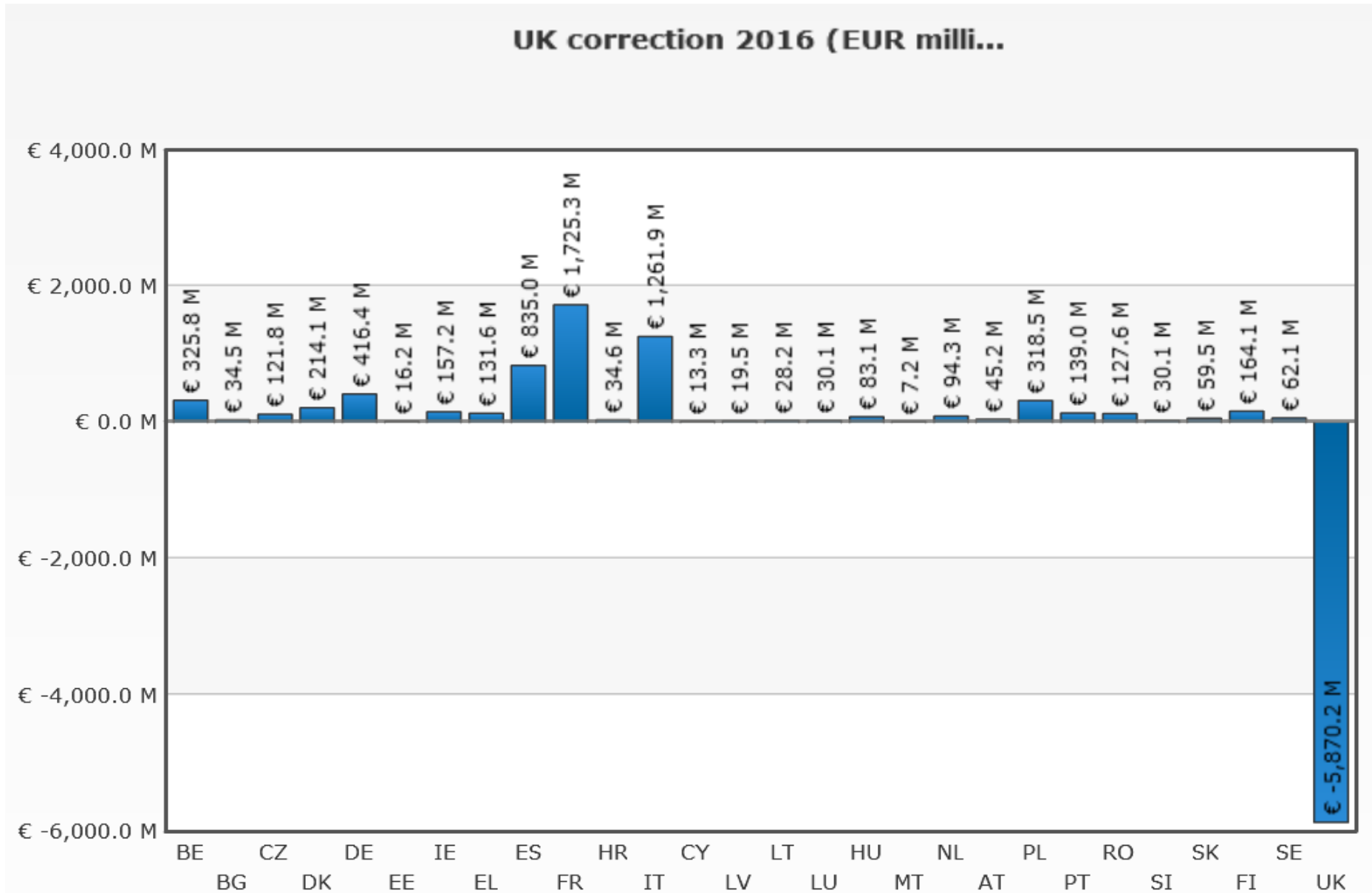
Les pays bénéficiaires net:

Pologne: +7,1 Mrd €

Roumanie: +6 Mrd €

Grèce: +4,3 Mrd €

Le chèque britannique



Etat des négociations

1- La contribution économique

2- L'Irlande : accords du Vendredi Saint : 130 accords

3- Le droit des citoyens

- 4,5 M UK dans UE
- 3,5 M UE dans UK
- Retraites, allocations, mariage, diplômes
- CJUE

4- Multiples sujets :

- EURATOM
- Statut des biens
- Ciel unique
- 750 accords commerciaux



Etat des négociations

1- La contribution économique

2- L'Irlande : accords du Vendredi Saint : 130 accords

3- Le droit des citoyens

- 4,5 M UK dans UE
- 3,5 M UE dans UK
- Retraites, allocations, mariage, diplômes
- CJUE

4- Multiples sujets :

- EURATOM
- Statut des biens
- Ciel unique
- 750 accords commerciaux

Ce que voudrait le Royaume-Uni

- Accès au marché unique
- Pas de respect des 4 libertés de circulation : biens, personnes, capitaux, services.
- A la carte
- Mutual recognition

Modèles existants de coopération UE

Type d'engagement	Accès au marché unique			Obligations			
	Biens	Services	Personnes	Contribution financière	Règles UE et système juridique / adoption de l'acquis UE / Cour de justice	Régime de concurrence complet (incl. aides d'Etat)	Influence sur les règles UE et réglementation
Membre de l'UE 	Marché unique	Marché unique	Marché unique	OUI	OUI	OUI	OUI
Espace économique européen (EEE) Exemple: Norvège 	Accès considérable mais pas illimité au marché unique pour les biens industriels – avec certaines restrictions sur les produits agricoles et de pêche. Procédures douanières s'appliquent (mais contrôles de sécurité et de sûreté levés); documents prouvant le statut d'origine requis.	Compagnies établies dans l'EEE ont le droit de fournir des services transfrontaliers dans les EM. Ces droits s'appliquent à un grand nombre de secteurs, y compris services au détail et aux entreprises. Etablissements financiers établis dans l'EEE peuvent fournir des services au-delà de leurs frontières.	Pleine participation au marché c.à.d. la Norvège doit permettre la libre-circulation des personnes à l'intérieur de l'UE et de l'EEE. En outre, pas de contrôles aux frontières des personnes ("pays associé Schengen").	OUI. La Norvège effectue des contributions financières significatives à travers l'EEE et le fond "norvégien", contribuant à la cohésion économique et sociale dans 15 EM. Ne participe pas à la politique agricole commune (PAC) et ne contribue donc pas à son financement.	OUI. Les règles UE concernant le marché unique doivent être incorporées dans l'accord EEE et mises en œuvre par tous les membres de l'EEE. Ceux-ci doivent se conformer aux arrêts de la Cour EFTA – qui reflète normalement la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE (CJUE).	Oui, mais délai dans l'incorporation de l'acquis. Structure institutionnelle différente (c.à.d. Autorité de surveillance EFTA et Cour EFTA).	Les mêmes EEE sont consultés sur les propositions législatives présentant de l'intérêt pour l'accord EEE. Participation en tant qu'observateurs dans les comités permanents, les groupes d'expert EM et les agences UE présentant de l'intérêt pour l'accord EEE.
Suisse 	Pas de tarifs pour les biens industriels, mais pour les produits agricoles. Procédures douanières s'appliquent (mais contrôles de sécurité et de sûreté levés); documents prouvant le statut d'origine requis.	Fourniture transfrontalière de services par des personnes physiques limitée à 90 jours/an; (certains) services de transports (air, route, rail). Seul accord dans le domaine des services financiers concerne "assurance directe, autre qu'assurance non-vie". Pas d'accès au marché pour les opérateurs suisses et seulement de nature prudentielle.	Pleine libre-circulation en accord avec l'acquis UE et jurisprudence antérieure à 1999; coordination sécurité sociale, reconnaissance des qualifications professionnelles. En outre, pas de contrôles aux frontières des personnes ("pays associé Schengen").	Limitée (pas de contribution formelle et sous réexamen). Contribution autonome de la Suisse contribuant à la cohésion économique et sociale dans 13 EM.	Incorporation volontaire en fonction des accords individuels. Accord cadre institutionnel ("facilitation") en cours de négociation qui donnerait un rôle à la CJUE en relation avec le droit de l'UE.	Très limité dans les trois principales dimensions: règles, mise en œuvre et résolution des différends.	La Suisse est consultée sur les propositions législatives présentant de l'intérêt pour les accords individuels. Participation en tant qu'observateur dans les comités permanents, les groupes d'expert EM et les agences UE présentant de l'intérêt pour l'accord EEE.
Accord d'Association Ukraine 	Élimination des tarifs sur la vaste majorité des biens. Procédures douanières s'appliquent; documents prouvant le statut d'origine requis. Possibilité de traitement marché unique requiert pleine approximation avec l'acquis UE et détermination à cet égard par l'UE. N'a pas encore eu lieu, donc pas d'accès marché intérieur.	Etat d'ouverture actuel limité qui s'applique (mais n'est pas garanti) à tous les membres de l'OMC; exclusion des secteurs audiovisuel et diffusion, ainsi que des droits aériens. Possibilité de traitement marché intérieur requiert pleine approximation avec l'acquis de l'UE et détermination par l'UE. N'a pas encore eu lieu, donc pas d'accès marché intérieur. Pour les services financiers, possibilité d'appliquer des mesures prudentielles même en période de traitement marché intérieur.	Mouvement temporaire des personnes physiques, légèrement au-delà de l'AGCS; limité aux voyages sans visa.	AUCUNE	Limité aux domaines d'approximation de l'acquis mentionnés (services + réglementation santé et sûreté pour les produits industriels). Rôle de la CJUE limité aux domaines où il y a approximation du droit de l'UE.	Limité: - Règles renvoient à l'acquis de l'UE - Mise en œuvre par les autorités nationales - Résolution des différends par arbitres mais la jurisprudence de la CJUE lie les arbitres s'agissant de l'interprétation du droit de l'UE.	NON
Accord de libre-échange Canada 	Élimination des tarifs sur la vaste majorité des biens (pleine élimination pour les biens industriels, certains biens agricoles + contingents tarifaires). Procédures douanières s'appliquent; documents prouvant le statut d'origine requis.	Etat d'ouverture actuel limité qui s'applique (mais n'est pas garanti) à tous les membres de l'OMC; exclusion des secteurs audiovisuel et diffusion, ainsi que des droits aériens.	Mouvement temporaire des personnes physiques pour la fourniture de services légèrement au-delà de l'AGCS.	AUCUNE	NON	Très limité	NON
Union douanière Turquie 	Élimination des tarifs pour les biens industriels et biens agricoles transformés. Tarifs pour certains biens (charbon, acier, biens agricoles non-transformés) car non couverts par l'union douanière. Procédures douanières s'appliquent; documents prouvant le statut d'origine requis.	NON	NON	AUCUNE	Engagement d'incorporer l'acquis de l'UE pour les biens industriels. Une fois l'alignement complet atteint, traitement marché intérieur. Objectif d'interprétation et de mise en œuvre des dispositions relatives à l'approximation réglementaire en accord avec la jurisprudence de la CJUE.	Limité, mais objectif de mise en œuvre de l'acquis UE.	Experts turcs participent en tant qu'observateurs dans les comités techniques et groupes d'experts pertinents et sont consultés sur les propositions législatives présentant de l'intérêt pour l'accord union douanière.
Organisation mondiale du commerce (OMC)	Tarifs sur la base du traitement de la nation la plus favorisée (NPF)	Engagements AGCS qui sont plus restrictifs que l'état actuel; d'ouverture sans l'UE.	Non (seulement engagements dans l'AGCS relatifs au mouvement temporaire des personnes physiques).	AUCUNE	NON	NON	NON

Quels modèles de relation future ?

- Fin union douanière et marché unique
- Pas de période de transition
- Chaos économique
- Droit des citoyens?

NO
DEAL

- Zone de libre-échange biens UE/UK = tarifs intra-UE
- Alignement réglementaire sur les biens mais pas sur les services
- Pas de frontière entre deux Irlande mais pas de « backstop »
- Libre circulation personne = 0
CJUE = 0

CHEQUERS

- 12 000 règlements UE à convertir en lois UK
- 759 accords commerciaux à négocier

- Fin union douanière et marché unique
- Accord de libre échange type « Super Canada »
- Pas de libre circulation
- Frontière entre deux Irlande

HARD
BREXIT

- Membre EEE, type Norvège
- Accès marché unique limité
- Libre circulation
- Solution de « Backstop » Irlande
- Contribution financière
- Pas de vote à l'UE

SOFT
BREXIT

EU and the UK in the world

	2010	2015	2030	2050
1	US	US	China	China
2	China	China	US	India
3	Japan	Japan	India	US
4	Germany	Germany	Japan	Indonesia
5	UK	UK	Germany	Brazil
6	France	France	UK	Russia
7	Russia	India	France	Mexico
8	India	Brazil	Brazil	Japan
9	Brazil	Canada	South Korea	Germany
10	Italy	Russia	Indonesia	Nigeria

Source : PWC

	2015	2030	2050
	US	China	China
	EU 27	US	India
	China	EU 27	US
	Japan	India	EU 27
	UK	Japan	Indonesia
	India	UK	Brazil
	Brazil	Brazil	Russia
	Canada	South Korea	Mexico
	Russia	Indonesia	Japan
	Indonesia	Mexico	Nigeria

Source : PWC

Ad closed by Google

[Stop seeing this ad](#)[Why this ad? ▸](#)

Revealed: plans for Domsday Brexit

Food, petrol and medicines would run out in a no-deal scenario

Tim Shipman, Political Editor

June 3 2018, 12:00pm,
The Sunday Times

Politics

European Union

Global politics

Brexit

David Davis



Two weeks after a 'severe' no-deal Brexit, the country would be running out of petrol

CHRIS RATCLIFFE

Britain would be hit with shortages of medicine, fuel and food within a fortnight if the UK tries to leave the European Union without a deal, according to a Domsday Brexit scenario drawn up by senior civil servants for David Davis.